Parcours Cursus intégré Dijon-Mayence

Licence Droit

Composante
UFR Droit, Sciences Économique et Politique

Présentation

Il s'agit de proposer aux étudiants d'acquérir les bases d'une culture juridique générale et approfondie, les connaissances dans les matières fondamentales qui irriguent toutes les branches du droit ainsi que des méthodes d'analyse et de raisonnement permettant des spécialisations futures.

Du semestre S1 au S5 : 168h d'allemand pour les étudiants désireux de partir en Allemagne au S6 dans le cadre du Cursus intégré en Droit Dijon-Mayence débouchant sur le Master Juriste franco-allemand ou Juriste d'affaires internationales, EuropaMaster.

Objectifs

- Acquisition des savoirs disciplinaires fondamentaux du droit privé, du droit public, de la science politique et de l'histoire du droit
- Acquisition des bases de la méthodologie juridique, de compétences en langue étrangère appliquée au droit et des fondamentaux de l'économie
- Acquisition de compétences professionnalisantes fondamentales

Compétences acquises

La licence en droit permet d'acquérir des savoirs et compétences qui constituent le socle commun aux différents métiers du droit :

- **les savoirs** : grâce aux cours magistraux, le diplômé possède les savoirs disciplinaires essentiels aux métiers du droit : droit privé, droit public, sciences politiques, histoire du droit...

- **les compétences** : grâce aux travaux dirigés qui mettent en œuvre les savoirs dispensés en cours magistraux, il maitrise les compétences essentielles nécessaires à l'exercice des différents métiers du droit :

Des compétences spécifiquement juridiques :

- identifier les problèmes juridiques,
- rechercher les instruments juridiques (lois, décret, décisions de justice…),
- comprendre les instruments juridiques,
- analyser de manière critique les instruments juridiques (évolution des textes…)
- structurer un raisonnement juridique
- résoudre les problèmes juridiques.

Des compétences additionnelles :

- maitriser une langue étrangère appliquée au droit
- maitriser l'outil informatique (C2i)
- maitriser les fondamentaux de l'économie.

Des compétences transversales :

- rédiger et exposer oralement une problématique et les différentes étapes de sa résolution
- présenter de manière structurée des idées
- établir un plan, rédiger des développements, établir une bibliographie
- synthétiser les savoirs (résumés, tableaux…).

Organisation

Contrôle des connaissances

Les connaissances sont évaluées dans le respect de la charte des modalités de contrôle des connaissances adoptée par le conseil d'administration de l'université du 18 octobre 2004.

Les examens se déroulent dans le respect de la charte des examens adoptée par le conseil d'administration de l'université du 2 avril 2001.

Les règles communes aux études LMD sont précisées sur le site de l'Université :

https://www.u-bourgogne.fr/wp-content/uploads/ODF_referentiel-etudes-lmd.pdf

Sessions d'examen

L'évaluation des connaissances est réalisée sous forme de contrôles continus effectués au cours du semestre et/ou d'une épreuve terminale organisée en fin de semestre.

Le poids relatif des contrôles continus dépend de chaque UE et se traduit par l'affectation d'un coefficient.

Une session d'examen est organisée à la fin de chaque semestre.

Pour tous les semestres, une 2e session *dite de rattrapage* est organisée au mois de juin.

Dans les matières où il existe un contrôle continu (TD), l'étudiant conserve la note obtenue à la première session.

Les modalités de contrôle des connaissances sont définies par le référentiel des études LMD.

Règles de validation et de capitalisation

Principes généraux :

- **COMPENSATION :** Une compensation s'effectue au niveau de chaque semestre. La note semestrielle est calculée à partir de la moyenne des notes des unités d'enseignements du semestre affectées des coefficients. Le semestre est validé si la moyenne générale des notes des UE pondérées par les coefficients est supérieure ou égale à 10 sur 20.
- **CAPITALISATION :** Chaque unité d'enseignement est affectée d'une valeur en crédits européens (ECTS). Une UE est validée et capitalisable, c'est-à-dire définitivement acquise lorsque l'étudiant a obtenu une moyenne pondérée supérieure ou égale à 10 sur 20 par compensation entre chaque matière de l'UE. Chaque UE validée permet à l'étudiant d'acquérir les crédits européens correspondants. Si les éléments (matières) constitutifs des UE non validées ont une valeur en crédits européen, ils sont également capitalisables lorsque les notes obtenues à ces éléments sont supérieures ou égales à 10 sur 20.

Précisions :

- **SESSION DE RATTRAPAGE :** une deuxième session d'examen est organisée en juin pour les étudiants qui ont échoué lors de la 1ère session. Les étudiants concernés doivent repasser toutes les matières dans lesquelles ils n'ont pas obtenu la moyenne, sauf si ces matières se situent dans des UE qui ont été validées par compensation avec d'autres matières. A défaut, ils seront portés défaillants (la défaillance empêche de valider un semestre ou une année).
- **ATTENTION :**

Dans les disciplines à contrôle continu (CC) comme les langues ou les TD, l'étudiant conserve la note obtenue à la première session sans rattrapage possible.

Dans les matières SANS TD à contrôle terminal (CT), le CT doit être repassé obligatoirement si la note obtenue lors de la 1ère session est inférieure à 10/20.

Dans les matières AVEC TD, si la moyenne obtenue entre le CT (examen écrit) et le CC (note obtenue en TD) est inférieure à 10/20, le CC ne peut être repassé mais le CT doit l'être obligatoirement même si la note obtenue en CT lors de la 1ère session est égale ou supérieure à 10/20.

Ex. : Droit public 1 : CT = 10/20, CC = 7/20, moyenne = 9/20, le CT doit être repassé car la matière n'est pas validée.

Informations pour les étudiants à statuts particuliers

Assiduité

Régime général

L'assiduité aux travaux dirigés est obligatoire.

- Toute absence doit être justifiée dans les 15 jours
- Au-delà de deux absences injustifiées par semestre (toutes matières confondues), l'étudiant perd le bénéfice du contrôle continu : l'étudiant est alors déclaré défaillant et aucun calcul de moyenne n'est fait pour la ou les sessions concernées ; il est obligé de redoubler.

Régime spécial

- Le texte relatif aux « MODALITÉS DU RÉGIME SPÉCIAL D'ÉTUDES DES ÉTUDIANTS SALARIÉS », voté par le Conseil d'Administration de l'Université de Bourgogne du 08/07/2016 reconnaît la situation des étudiants qui occupent un emploi, parallèlement à leur formation.
- Ainsi les étudiants salariés (au moins 10h par semaine) et assimilés peuvent demander à être dispensés du contrôle continu et être soumis au régime spécial.
- **A cette fin, ils doivent en faire la demande par écrit au Responsable du diplôme et fournir des pièces justificatives** dans le mois qui suit le début des travaux dirigés et au plus tard le 1er novembre pour le 1er semestre, le 1er février pour le second semestre.
- Ce régime se traduit par la suppression de tout contrôle continu et la dispense de l'obligation d'assiduité aux séances de travaux dirigés. Le contrôle comporte des épreuves écrites ou orales pour tous les enseignements. Les coefficients des examens correspondent au total des coefficients du régime général.
- Les étudiants astreints à ce système, et qui en ont la possibilité, sont instamment invités à assister aux cours magistraux. Il leur est conseillé de prendre contact avec d'autres étudiants pour se procurer plans de cours, bibliographies, documents traités en TD

Admission

Attendus / Pré-requis

- Savoir mobiliser des compétences d'expression écrite et orale qui témoignent de qualités rédactionnelles et oratoires
Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, de la maîtrise de la langue française, écrite et orale, par le candidat. Le droit est une discipline où les qualités oratoires (la « plaidoirie ») et les qualités rédactionnelles (rédaction de courriers, d'actes juridiques, etc.) sont fondamentales. La précision qu'appelle le raisonnement juridique implique que le candidat maîtrise, ab initio, les fondamentaux de la langue.

- Disposer d'aptitudes à la compréhension, à l'analyse et à la synthèse d'un texte
Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, de la capacité du candidat à « comprendre » l'écrit. La formation en Licence de droit requiert en effet l'analyse combinée de nombreuses sources juridiques (constitutions, lois, règlements, textes internationaux, jurisprudence, doctrine) qu'il faut pouvoir comprendre, mettre en perspective et éventuellement critiquer sur la base d'un raisonnement juridique.

- Disposer d'aptitudes à la logique et au raisonnement conceptuel

Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, de la capacité du candidat à produire une argumentation structurée, même relativement simple, et à raisonner sur des concepts. La formation en Licence de droit requiert en effet une certaine capacité d'abstraction, de logique formelle et de déduction.

- Pouvoir travailler de façon autonome et organiser son travail
Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, de la capacité du candidat à travailler de façon autonome. La formation en Licence de droit laisse en effet une place substantielle à l'organisation et au travail personnel. L'encadrement est souple : seule une partie limitée des enseignements est obligatoire et donne lieu à des rendus obligatoires de travaux (les travaux dirigés).

- Etre ouvert au monde et disposer de connaissances linguistiques
Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, que l'étudiant ait un niveau suffisant de compétences dans au moins une langue vivante étrangère, notamment l'anglais. La formation en Licence de droit s'inscrit en effet nécessairement dans un contexte juridique européen et global qui implique, au cours du cursus, d'étudier d'autres systèmes juridiques que le système national, qui sont le plus souvent en langue étrangère.

- Etre intéressé par les questions historiques, sociétales et politiques
Cet attendu marque l'importance, pour la filière juridique, que le candidat ait un niveau minimum de curiosité pour la société et le monde qui l'entourent. Le droit ne peut en effet être étudié indépendamment des réalités humaines, sociales et politiques auxquelles il s'applique.

- Avoir répondu au questionnaire d'auto-évaluation dans le cadre de votre candidature en droit. Cette auto-évaluation est obligatoire pour valider votre candidature en Droit sur Parcoursup. Le résultat n'est connu que du candidat. Cette auto-évaluation est un outil informatif et pédagogique destiné aux candidats qui peuvent avoir un premier aperçu de l'adéquation de leur profil à une Licence de droit.

Et après

Poursuite d'études

1°) Poursuites d'études en Master

L'admission en première année dans les masters est subordonnée à l'examen d'un dossier de candidature et en sus d'un entretien pour certains parcours via la plateforme Mon Master (les modalités différent pour les parcours JFA et Euorpa Master)

L'UFR Droit et Science Politique propose un accès à plusieurs mentions de Masters :

Mention Droit public

Parcours :

- Droit des ressources humaines des fonctions publiques
- Juriste des collectivités territoriales
- Droit du sport : professions juridiques du sport
- Europa Master
- Protection des droits fondamentaux et des libertés

Mention Droit notarial

Parcours :

- Droit notarial

Mention Justice, Procès et Procédure

Parcours :

- Processuel : procédures amiables et contentieuses
- Protection des droits fondamentaux et des libertés
- Contrats et responsabilités (civile, pénale et presse)

Mention Droit des affaires

Parcours :

- Juriste d'affaires, commerce, distribution et consommation
- Juriste d'affaires internationales (Professionnel et Recherche)
- Banque Patrimoine Assurance
- Juriste Franco-Allemand
- Droit Fiscal
- Droit rural
- Droit social

Mention Administration économique et sociale

Parcours M1 :

- Gestion et gouvernance de l'entreprise
- Administration et gestion des territoires

Parcours M2 :

- Droit et management de l'entreprise (accessible après le M1 GGE)
- Finances des collectivités et des groupements (accessible après le M1 AGT)
- Smart city et gouvernance de la donnée (accessible après les deux M1 AGT et GGE)

Mention Monnaie Banque Finance Assurance

Parcours Banque, Patrimoine, Assurance

2°) Autres poursuites d'études

- L'Institut de Préparation à l'Administration Générale (IPAG) prépare les candidats aux **concours administratifs de catégorie A et B** et propose des **modules spécifiques de préparation** à des concours administratifs de catégorie B (greffier, lieutenant de police…).
- **Ecole Des Avocats** (être titulaire d'un M1 de Droit + réussite à l'examen d'entrée)
- **Ecole Nationale de la Magistrature** (être titulaire d'un M1 + accès sur concours)
- **Institut des Métiers du Notariat** (après une licence de Droit ou une licence professionnelle en droit)
- **Ecoles de journalisme** (accès sur concours)
- **IEP (Instituts d'études politiques) :** porte d'entrée vers l'administration publique, action politique, affaires européennes, communication ou journalisme (admissions en 2ème ou 4ème année sur concours)
- L'INSPE (Institut Supérieur du Professorat et de l'Education) prépare au **professorat des écoles ou des collèges et lycées**.

Débouchés professionnels

Les titulaires d'une licence en droit ont accès à certains **concours de la fonction publique**.

L'acquisition de la licence permet d'accéder aux **professions judiciaires ou parajudiciaires** dites libérales (pour l'accès à certaines d'entre elles une 1ère année validée de Master est obligatoire), ainsi qu'au secteur privé (assurances, gestion des ressources humaines, banques, transports logistiques, communication, conseil aux entreprises, tourisme, import/export).

Programme

Licence 1

Semestre 1

	Nature	CMI	CM	TD	TP	TER	ECTS
UE 1 Résoudre un problème juridique	UE						11 crédits
Analyse d'un questionnement en mobilisant des concepts disciplinaires	Bloc de compétences						
Introduction au droit privé	Matière		33h	15h			
Introduction au droit public	Matière		33h	15h			
UE 2 Approfondir des concepts juridiques	UE						4 crédits
Identification d'un questionnement au sein d'un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Droit des personnes	Matière		10h				
Philosophie du droit	Matière		20h				
UE 3 Saisir un problème juridique dans un contexte	UE						10 crédits
Identification d'un questionnement au sein d'un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Histoire des sources du droit	Matière		20h				
Introduction historique au droit privé	Matière		28h				
Institutions juridictionnelles	Matière		20h				
Institutions administratives	Matière		20h				
UE 4 Agir et communiquer en contexte juridique	UE						3 crédits
Expression et communication écrite et orale	Bloc de compétences						
Allemand	Matière						
Grammaire	Matière		6h	6h			
Expression orale	Matière				12h		
Langues étrangères	Matière						
Anglais juridique	Matière			15h			
Allemand juridique	Matière			15h			
Stage facultatif (1 à 3 semaines)	Stage						
UE 5 Ouverture sur la société	UE						2 crédits
Allemand : civilisation contemporaine des pays germanophones	Matière		12h				

Semestre 2

	Nature	CMI	CM	TD	TP	TER	ECTS
UE 1 Résoudre un problème juridique	UE						11 crédits

Analyse d'un questionnement en mobilisant des concepts disciplinaires	Bloc de compétences						
Droit de la famille	Matière		33h	15h			
Les Constitutions françaises depuis la IIIe République	Matière		33h	15h			
UE 2 Approfondir des concepts juridiques	UE						4 crédits
Identification d'un questionnement au sein d'un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Régimes constitutionnels étrangers	Matière		10h				
Histoire du droit des biens	Matière		10h				
Droit des biens	Matière		20h				
UE 3 Saisir un problème juridique dans un contexte	UE						10 crédits
Identification d'un questionnement au sein d'un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Institutions européennes	Matière		20h				
Introduction historique au droit public	Matière		28h				
Introduction aux enjeux économiques contemporains	Matière		20h				
Introduction à la science politique	Matière		20h				
Culture générale et juridique (prépa concours)	Matière		20h				
UE 4 Agir et communiquer en contexte juridique	UE						3 crédits
Expression et communication écrite et orale	Bloc de compétences						
Allemand	Matière						
Grammaire	Matière		6h	6h			
Expression orale	Matière				12h		
Langues étrangères	Matière						
Anglais : institutions américaines	Matière			15h			
Allemand juridique	Matière			15h			
Stage facultatif (1 à 3 semaines)	Stage						
UE 5 Ouverture sur la société	UE						2 crédits
Allemand : Introduction à l'histoire des pays germanophones	Matière		12h				
Introduction au droit allemand et terminologie juridique allemande I	Matière			30h			

Licence 2

Semestre 3

	Nature	CMI	CM	TD	TP	TER	ECTS
UE 1 Résoudre un problème juridique	UE						10 crédits
Analyse d'un questionnement en mobilisant des concepts disciplinaires	Bloc de compétences						
Droit privé des contrats	Matière		33h	15h			
Droit administratif (sources, juge et actes unilatéraux)	Matière		33h	15h			
UE 2 Approfondir des concepts juridiques	UE						9 crédits

Identification d'un questionnement au sein d'un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Histoire du droit des obligations	Matière		30h	12h			
Droit pénal	Matière		30h				
Finances publiques	Matière		30h				
UE 3 Saisir un problème juridique dans un contexte	UE						6 crédits
Identification d'un questionnement au sein d'un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Culture générale et juridique	Matière		16h				
Histoire des idées politiques	Matière		20h				
Histoire du droit administratif	Matière		20h				
UE 4 Agir et communiquer en contexte juridique	UE						3 crédits
Expression et communication écrite et orale	Bloc de compétences						
Allemand : Expression orale	Matière				12h		
Anglais juridique	Matière			15h			
Allemand juridique	Matière			15h			
Stage facultatif	Stage						
UE 5 Ouverture sur la société	UE						2 crédits
Allemand	Matière						
Compréhension - Rédaction	Matière			12h			
Civilisation contemporaine II	Matière			12h			
Introduction au droit allemand et terminologie juridique allemande II	Matière			30h			

Semestre 4

	Nature	CMI	CM	TD	TP	TER	ECTS
UE 1 Résoudre un problème juridique	UE						10 crédits
Analyse d'un questionnement en mobilisant des concepts disciplinaires	Bloc de compétences						
Droit des responsabilités civiles	Matière		33h	15h			
Droit administratif (police, responsabilité et contrats)	Matière		33h	15h			
UE 2 Approfondir des concepts juridiques	UE						9 crédits
Identification d'un questionnement au sein d'un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Histoire du droit pénal	Matière		30h	12h			
Droit commercial général	Matière		30h				
Procédure pénale	Matière		30h				
UE 3 Saisir un problème juridique dans un contexte	UE						6 crédits
Identification d'un questionnement au sein d'un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Ordre juridique de l'Union européenne	Matière		20h				
Politique comparée	Matière		20h				
Relations internationales	Matière		20h				

UE 4 Agir et communiquer en contexte juridique	UE						3 crédits
Expression et communication écrite et orale	Bloc de compétences						
Allemand : Expression orale	Matière			12h			
Anglais juridique	Matière		15h				
Allemand juridique	Matière		15h				
Stage facultatif	Stage						
UE 5 Ouverture sur la société	UE						2 crédits
Allemand	Matière						
Compréhension - Rédaction	Matière		12h				
Civilisation contemporaine III : débats d'actualité	Matière		12h				
Introduction au droit allemand et terminologie juridique allemande II	Matière		30h				

Licence 3

Semestre 5

	Nature	CMI	CM	TD	TP	TER	ECTS
UE 1 Résoudre un problème juridique	UE						10 crédits
Analyse d'un questionnement au sein d'un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Droit commun du procès civil	Matière		30h	15h			
Droit des contrats spéciaux	Matière		30h	15h			
Droit général des sociétés	Matière		30h	15h			
Droit du travail (relations individuelles)	Matière		30h	15h			
UE 2 Approfondir des concepts juridiques	UE						12 crédits
Identification d'un questionnement dans un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Régime de l'obligation	Matière		30h				
Droit fiscal général	Matière		30h				
Les libertés économiques au sein de l'Union européenne	Matière		20h				
Droit international public (sources et justice)	Matière		30h				
Droit commun du procès civil	Matière		30h				
Droit des contrats spéciaux	Matière		30h				
Droit général des sociétés	Matière		30h				
Droit du travail (relations individuelles)	Matière		30h				
UE 3 Saisir un problème juridique dans un contexte	UE						3 crédits
Identification d'un questionnement dans un champ disciplinaire	Bloc de compétences						
Histoire de l'idée européenne	Matière		20h				
Droit du sport	Matière		20h				
Droit de la consommation	Matière		20h				
Introduction au droit du commerce international	Matière		20h				
Droit de la peine	Matière		20h				

UE 4 Agir et communiquer en contexte juridique	UE						3 crédits
Anglais juridique (système et professions juridiques dans les pays de common law)	Matière			15h			
Allemand juridique	Matière			15h			
UE 5 Ouverture sur la société	UE						2 crédits
Allemand	Matière			20h			
Introduction au droit allemand et Terminologie juridique allemande III	Matière			30h			

Semestre 6

	Nature	CMI	CM	TD	TP	TER	ECTS
UE 1 Droit allemand : connaissances fondamentales	UE						10 crédits
BGB Allgemeiner Teil (Vorlesung mit Arbeitsgemeinschaft)	Matière		56h	24h			
UE 2 Droit allemand : connaissances complémentaires	UE						6 crédits
Gesellschaftsrecht I	Matière		42h				
Zwangsvollstreckungsrecht	Matière		42h				
UE 3 Droit comparé	UE						8 crédits
Rechtsvergleichendes Seminar mit Seminararbeit	Matière		30h				
UE 4 Langues	UE						6 crédits
Deutsch als Fremdsprache	Matière			30h			
Introduction to Common Law for French Students	Matière			30h			